



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DE L'ÉNERGIE,
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

*Direction Régionale de l'Industrie
de la Recherche et de l'Environnement du Centre*

Lucé, le 16 janvier 2009

Groupe de subdivisions d'Eure-et-Loir

Directeur

Référence : 170/RAAPC/IC09030

Affaire 061453 suivie par :

drire.gs28@industrie.gouv.fr

Tél. 02 37 91 27 60 – Fax : 02 37 90 71 92

0017020090116SYN

**Rapport de l'Inspection des Installations Classées
à
Monsieur le Préfet d'Eure-et-Loir**

INSTALLATIONS CLASSEES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

PROJET D'ARRETE PREFECTORAL COMPLEMENTAIRE
POUR L'EXPLOITATION DE SILOS DE CEREALES
ET INSTALLATIONS CONNEXES

COOPERATIVES AGRICOLES
LE DUNOIS A BONNEVAL

PJ : 1 projet de prescriptions
1 plan de situation

I – CONTEXTE

A la suite des graves accidents de Metz, le 18 octobre 1982 (12 morts) et de Blaye le 20 août 1997 (11 morts), le ministère chargé de l'environnement a publié plusieurs arrêtés ministériels fixant les règles de prévention des accidents dans les silos : ceux du 11 août 1983 et du 29 juillet 1998 s'appliquent aux silos soumis à autorisation, celui du 29 décembre 1998 aux silos soumis à déclaration.

L'abondante accidentologie concernant les silos de céréales démontre que ces installations sont à l'origine d'un risque technologique réel, à la prévention duquel il convient d'accorder une grande importance.

C'est la raison pour laquelle les silos font l'objet depuis 1998 d'un suivi prioritaire par l'inspection des installations classées.

L'arrêté du 29 juillet 1998, s'il a permis des avancées notables dans le niveau moyen de sécurité des silos, s'est heurté à d'importantes difficultés d'application, dues en particulier au caractère très détaillé de ses prescriptions, qui rentraient en détail dans la description des moyens à mettre en œuvre.

L'arrêté ministériel du 29 mars 2004, qui remplace celui du 29 juillet 1998, fixe des obligations de résultats, en confiant aux industriels la responsabilité de mettre en œuvre les moyens permettant d'y parvenir.

Les objectifs fixés par cet arrêté ministériel rejoignent les prescriptions de l'arrêté antérieur (prévention des possibilités d'occurrence d'un incendie ou d'une explosion, moyens de protection contre l'incendie, moyens de protection contre les effets des surpressions en particulier).

L'engagement de l'industriel concernant la mise en œuvre des moyens permettant de respecter les dispositions de l'arrêté ministériel se fait au travers de l'étude de dangers. Cette étude doit recenser les risques présentés par l'installation de la manière la plus exhaustive possible, et faire la démonstration que les moyens de prévention et de protection mis en œuvre sont en adéquation avec l'environnement du site.

Une attention particulière a été portée sur les silos les plus sensibles en termes de risque, en 2006, soit 5 silos dans le département.

Par ailleurs, compte tenu des difficultés d'application de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004, notamment pour les dispositions relatives aux mesures de protection (éventage / découplage), l'arrêté ministériel du 23 février 2007 a modifié certaines prescriptions de cet arrêté de 2004. Ainsi, ces barrières de protection contre les explosions s'imposent aux silos dits « à enjeux très importants », avec une échéance fixée au 1^{er} août 2008.

Ces silos ont été choisis en tenant compte de la sensibilité de l'environnement (présence de tiers dans les distances forfaitaires, proximité de voie de communication ou de zones susceptibles d'urbanisation).

Ces silos sont au nombre de 17 en Eure-et-Loir, et concernent 7 exploitants :

- CABEP à Illiers-Combray, Luplanté, Saint-Georges-sur-Eure et Theuville ;
- CORNET à Orgères-en-Beauce ;
- LE DUNOIS à Auneau, Boisville-la-Saint-Père, Bonneval, Janville, Nogent-le-Rotrou et Terminiers ;
- INTERFACE CEREALES à Saint-Sauveur ;
- SCAB à Bonneval et Logron ;
- SCAEL à Bailleau-Armenonville et Marchezais ;
- SUCRERIE à Toury.

Le dossier relatif au site LE DUNOIS à Bonneval a été remis. Des mesures de réduction des risques ont été mises en place, portant notamment sur la détection de dysfonctionnement, l'inertage des cellules en béton fermées, ... un arrêté complémentaire formalisant les actions à réaliser et leurs délais de réalisation est ainsi proposé. Ces actions portent en particulier sur la mise en place de systèmes de découplage des volumes.

Les zones de maîtrise de l'urbanisation ont été transmises à la DDE le 27 février 2006 dans le cadre du projet de PLU de la commune de BONNEVAL.

II – ETUDES DE DANGERS

Les capacités de stockage de céréales du site LE DUNOIS à BONNEVAL sont constituées de 2 silos :

- le silo n° 1 (1973) est plat, en béton, ouvert, d'une capacité de 12 907 m³, composé de 8 cellules de 1 000 tonnes, 4 cellules de 220 tonnes et 4 cellules de 200 tonnes (10 cellules alimentées en direct dont 4 cellules fermées) (1 m³ pour 0,75 t) ;
- le silo n° 2 (1957 et 1964) est plat, en béton, ouvert, d'une capacité de 5 333 m³ composé de 16 cellules de 250 tonnes.

Le stockage de céréales représente un volume total de 18 634 m³. Il bénéficie de l'antériorité du 20 décembre 1985. Les silos ont fait l'objet d'un arrêté préfectoral de prescriptions particulières en date du 22 juin 1998.

L'étude de dangers, contenue dans le dossier remis par l'exploitant le 24 mai 2006, fait état de la présence de tiers dans les distances d'éloignement forfaitaires. Ainsi, le service de l'équipement est situé à 48 m de la tour du silo n° 1 et une distance de 10 m sépare les cellules du silo n° 2 des locaux de la coopérative SCAEL alors que les distances minimales prévues sont respectivement de 55,5 m pour la tour du silo n° 1 et de 25 m pour les cellules du silo n° 2.

De plus, l'exploitant doit donc justifier du caractère suffisant des barrières de protection existantes et à venir. Il doit également mettre en place des aménagements pour que les alimentations directes de cellules ne puissent plus propager une explosion.

III – AVIS DU SERVICE D'INSPECTION

L'étude de dangers a permis à l'inspection des installations classées de disposer d'un inventaire précis des mesures de réduction du risque concernant les installations de stockage et de manutention de céréales des sites concernés. Outre des mesures organisationnelles relatives au contrôle, au nettoyage et à la maintenance des installations, ces mesures portent également sur la mise en place :

- de systèmes de détection de dysfonctionnements (contrôleurs de rotation, contrôleurs de déport de bande et de sangle ;
- de dispositifs permettant l'inertage des cellules en béton fermées en cas de départ d'incendie ;
- de systèmes de découplage des volumes pour limiter le risque de propagation d'explosion.

Parmi l'ensemble des dispositions techniques ou organisationnelles, certaines sont nouvelles et doivent être entérinées par arrêté préfectoral complémentaire.

Le projet d'arrêté complémentaire joint précise ces mesures de réduction de risques existantes et à mettre en place assorties de délais ainsi que la justification du caractère suffisant des barrières de protection (éventage / découplage).

Conformément aux dispositions de l'article R.512-31 du code de l'environnement, il doit être présenté pour avis au conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques.

L'inspecteur des installations classées,

Pour le Directeur et par délégation,
Le Chef de subdivisions